



Le **14 Juillet** a été l'occasion pour les télévisions, y compris du service public, de célébrer l'armée et surtout Sarkozy.  
**CULTURE ET MEDIAS PAGE 9**



Sous prétexte de crise, les patrons du **secteur automobile** veulent faire payer la restructuration de la branche aux travailleurs.  
**NP ARGUMENTS PAGES 6 ET 7**



**Au Honduras**, après le putsch contre le président Zelaya, la résistance s'organise, soutenue par la solidarité internationale des travailleurs.  
**INTERNATIONAL PAGE 8**

# TOU**T** est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

23 JUILLET 2009 | N°18 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

## « BAVURES » POLICIÈRES

# L'IMPUNITÉ PERMANENTE



Depuis 30 ans, environ 300 personnes, en majorité des jeunes et des personnes de couleur, ont été tuées par la police. Un nombre plus qu'insignifiant de policiers ont été condamnés pour ces « bavures ».



C'est à la suite de la mort d'un jeune qu'une première révolte avait éclaté dans les quartiers populaires, en octobre 1990, à Vaulx-en-Velin, dans la banlieue lyonnaise. La politique systématique de couverture des « bavures » par les pouvoirs publics et de mise hors de cause de la police dans les heures qui suivent, sans qu'aucune enquête

préalable n'ait été engagée, donne aux policiers un sentiment d'impunité permanente. L'utilisation du flash-ball et du pistolet Taser, présentés comme moins dangereux que les armes traditionnelles, multiplie les risques de blessure et de mort. Car les policiers n'ont pas à justifier leur usage de la même manière que pour les armes à feu. Concernant le flash-ball, la Commission nationale de déontologie de la sécurité a même dénoncé,

à plusieurs reprises, l'usage inapproprié de cette arme par la police. L'Etat français s'est doté d'une police de maintien de l'ordre et non d'enquête. Tout un arsenal de lois répressives, votées depuis 2001 (la première étant la loi de sécurité quotidienne du socialiste Daniel Vaillant), renforce la mise en place d'un Etat pénal et sécuritaire.  
**SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 3**

## « MINISTÈRE DE LA RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS »

### Le vendredi

17 juillet après-midi, après un rassemblement unitaire, place du Châtelet, rassemblant la Coordination 75 des sans-papiers (CSP 75), la CGT nettoie, l'Union locale CGT du 18<sup>e</sup>, Solidaires, Attac, le NPA, les Verts, La Fédération, près de 400 personnes ont investi

un local désaffecté de plus de 5000 m<sup>2</sup> appartenant à la CPAM, au 14 rue Baudelique, dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Après un blocus policier de vingt heures, sous la pression des militants, les CRS se sont effacés et ont libéré les issues, marquant ainsi la première victoire des occupants.

**SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 5**



## MOLEX REPRENDRE L'OUTIL DE TRAVAIL

### Les salariés

de Molex, à Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne), sont en grève depuis le 6 juillet. La direction menace de fermer le site, alors que l'entreprise est plus que rentable. Face à ces licenciements boursiers, les salariés envisagent de diriger l'usine eux-mêmes. Alors que la destruction de l'industrie automobile pose la question de son renouvellement, la gestion d'une entreprise par les travailleurs n'est pas une utopie. Alexis Antoine, salarié du groupe, témoigne. **LIRE PAGE 4**

## EXTRÊME DROITE MORCELÉE MAIS DANGEREUSE

### A l'issue

des européennes et des municipales partielles d'Hénin-Beaumont, Marine Le Pen confirme son emprise sur le Front national. Cette défaite au goût de victoire de la vice-présidente du FN pourrait n'être que la façade d'une extrême droite morcelée, dont certains secteurs sont tentés par un retour à l'activisme des années 1960-1970. **LIRE PAGE 10**



Par **Yvan Lemaitre**

## LÉGITIME DÉFENSE



« Chantage à la bombonne de gaz », s'indigne l'UMP, parlant avec mépris du geste des 366 ouvriers de New Fabris, à Châtellerault (Vienne), qui ont menacé de faire exploser leur usine si Renault et PSA, les donneurs d'ordre, ne lâchaient pas une prime de licenciement de 30 000 euros. Après ceux de Nortel et de JLG... Chantage, dénoncent les bonnes âmes du parti au pouvoir, craignant la contagion de la révolte ouvrière. « Fumiers ! Vous allez faire mourir des familles entières », répond un ouvrier aux patrons de PSA et de Renault, au gouvernement qui refuse « le dialogue sous la menace » !

Quelle indignation hypocrite, de la part de ceux-là mêmes qui se félicitent que la Bourse monte de nouveau. Même le journal patronal Les Echos est obligé de reconnaître que « la violence exacerbée des salariés condamnés répond à la violence glacée des affaires », la violence de la recherche constante du moindre coût pour le maximum de profits sous le fouet de la concurrence. Mais comment mettre sur le même plan le froid et inhumain cynisme des financiers et la légitime révolte, la légitime défense ouvrière ?

Les travailleurs de New Fabris, de Nortel et de JLG, comme bien d'autres, sont contraints de se battre le dos au mur pour vendre leur peau. Pourtant, c'est bien l'ensemble des salariés qui est touché par « la violence glacée des affaires ». L'indigne et violent chantage du chômage plane sur chacune et chacun. Les jeunes qui arrivent sur le marché du travail vont trouver directement le chemin du Pôle emploi.

Il est du devoir des organisations ouvrières, de la gauche syndicale et politique d'engager toutes leurs forces dans la préparation d'un mouvement d'ensemble pour faire payer les frais de la crise au patronat, aux financiers aux classes privilégiées. C'est l'intérêt de toute la population. Oui, il faut que ça pète, mais tous ensemble, pour faire plier gouvernement et patronat et imposer la garantie de l'emploi et du salaire. C'est bien cet affrontement, cette explosion sociale, qu'il faut préparer.



Propos recueillis par **Thomas Mitch**



Martine Billard. (JMB)

## « FAIRE DE L'ÉCOLOGIE **ET DU SOCIAL** »

Députée de la première circonscription de Paris (Paris centre), Martine Billard a récemment quitté les Verts.



### Pourquoi avez-vous quitté les Verts ?

J'ai un désaccord grandissant autour du positionnement politique global des Verts, notamment tel qu'il s'est manifesté au travers des listes Europe Ecologie, aux européennes. J'ai un désaccord avec Daniel Cohn-Bendit, qui veut faire des alliances politiques à droite comme à gauche. Avant 1994, les Verts avaient une position de « ni ni », ni à droite ni à gauche ; maintenant, ce serait une position « et », et à droite et à gauche, en fonction des accords sur les questions environnementales. Or, on ne peut se battre pour l'environnement et oublier le social. Le deuxième point de divergence porte sur la conception de l'écologie politique. Entre une écologie d'aménagement du système et une écologie de transformation du système – c'est un vieux débat chez les Verts –, les Verts ont tranché. Que les listes Europe Ecologie aient fait un bon score, c'est une bonne chose pour l'écologie, parce que cela participe à une prise de conscience. Mais, derrière, le projet politique à plus long terme vise à positionner les Verts au centre, un peu comme les Grünen en Allemagne. Or, moi, je reste attachée à une écologie de transformation sociale. Il faut faire de l'écologie et du social, conjuguer ces deux aspects. Je prends souvent l'exemple des éoliennes : on doit autant se soucier du développement des éoliennes que des conditions de travail des salariés qui les fabriquent ! Il y a des Verts qui s'impliquent dans cette combinaison – cela fait seize ans que je joue à ça –, c'est la gauche des Verts. Mais, si on excepte ces militants, les Verts ne s'impliquent pas, en tant que parti, dans la transformation sociale. C'est le bilan global qu'il faut considérer. Donc je prends mes responsabilités et je démissionne. Au dernier congrès, je me sentais déjà mal à l'aise, et je n'avais pas souhaité faire partie du conseil national des Verts.

### Les Verts sont-ils pris au piège des institutions ?

Le problème vient avant tout du fait que les Verts forment un parti qui a beaucoup d'élus, par rapport au nombre de militants. Quand on est élu, on se noie dans ce qu'on fait et, si on ne peut pas s'appuyer sur un bon nombre de militants, on entre dans la gestion au quotidien. Après, tout dépend : soit on est dans la majorité, soit on est dans l'opposition. Dans l'opposition, c'est plus simple : on s'appuie sur les réseaux associatifs, syndicaux et autres. Dans un exécutif, les problèmes existent ; mais qui ne prend pas de risques ne risque rien. Il faut un ratio entre militants et élus (comprenant leurs salariés) le plus élevé possible, sinon cela donne un poids trop fort aux élus – c'est ce qui se passe au PS et aux Verts – et la dérive est possible.

### Comment jugez-vous la situation politique ?

Sur l'analyse de la situation politique, j'avais déjà une divergence avec les Verts : ils ne comprenaient pas ce qu'était Sarkozy ; pour eux, c'était la droite habituelle. Or, Sarkozy, c'est autre chose : c'est la droite décomplexée et ultralibérale, décidée à imposer ses « réformes », en cassant la protection sociale, les services publics, etc. Ce qu'il dit, il le fait. C'est nouveau ! Sarkozy mène une politique ultralibérale et autoritaire : en fin politique, il a compris que l'application de son programme allait se heurter à d'importantes mobilisations, et il a élaboré une stratégie pour réprimer les tentatives de résistance. Par ailleurs, la crise écologique impose de nouvelles limites au capitalisme qui, d'habitude, sort de ses crises par la colonisation, la conquête de nouveaux marchés, etc. Il faut donc construire une grande force politique de transformation sociale et écologique.

### Quelles sont vos perspectives ?

J'ai été à la Fédération, avec la sensibilité Ecologie solidaire, dans l'idée de dépasser les esprits de boutique. Mais j'estime désormais qu'il faut prendre en compte la fondation du NPA et du Parti de gauche (PG). Alors j'ai lancé un appel avec Paul Aries [objecteur de croissance et directeur du journal Sarkophage, NDLR] pour rejoindre le PG et lui donner une identité écologiste. Je discute avec le PG pour le faire évoluer sur cette ligne [le PG tient son congrès fondateur en décembre prochain, NDLR]. Si on y arrive, le PG sera un grand pas en avant dans la recomposition politique à gauche qui devra se poursuivre.

### Quelle ligne défendez-vous pour les régionales ?

Il y a un grand désir d'unité à la gauche du PS et j'espère qu'il y aura des listes unitaires aux régionales. Toutes les forces politiques de la gauche de gauche sont à prendre en compte : on ne peut pas continuer à rester éclatés. Il faut savoir être dans une alliance, sans être d'accord sur tout. Il faut être capable d'y aller ensemble, pour donner des perspectives et ne pas désespérer ceux qui se battent contre les politiques de la droite. On ne peut pas se permettre une nouvelle défaite face à Sarkozy : ce serait un très mauvais signe et contribuerait à la dégradation du rapport de forces.

### Et le NPA dans tout cela ?

Le NPA doit éclaircir sa relation aux institutions. C'est le problème : que veut-il faire ? Quand on va dans les institutions, il y a un risque. Mais le NPA devrait être sûr que s'il a des élus, même aux exécutifs, ils resteront suffisamment fermes pour en sortir si ça ne va pas. Ce serait une bonne expérience.



(Enzo)



## GAUCHE LA SPIRALE SOCIALE-DÉMOCRATE

Les derniers déboires de la secrétaire nationale du PS, Martine Aubry, illustrent la crise dans laquelle son parti est plongé. La nécessaire indépendance vis-à-vis du PS n'en est que plus évidente.

**A**près le spectacle affligeant du congrès de Reims et la défaite des européennes, la spirale de la crise interne du PS prend un tour épistolaire. Les échanges d'amabilités entre Martine Aubry et Manuel Valls n'échappent pas à la règle générale du débat interne au PS: un maximum de rivalité, un minimum de divergence politique. Obsédés par le pouvoir pour le pouvoir, les socialistes s'empoignent pour le leadership, se déchirent sur le type d'alliance à nouer. Quand ils manient (rarement) l'antisarkozysme, c'est uniquement pour la forme: le PS n'émet aucune critique radicale et globale de la politique du gouvernement et ne formule aucune contre-proposition. Henri Weber (membre du bureau national du PS) se penche sur les raisons pour lesquelles, en Europe, la « vague bleue » a succédé à la « vague rose »: « Ce reflux a des causes multiples, mais la principale est l'échec relatif [...] des politiques sociales-démocrates face à la mondialisation libérale. [...] Le peuple de gauche [en] a surtout retenu la colonne négative: l'augmentation du chômage et de la précarité, la stagnation du pouvoir d'achat, l'affaiblissement et/ou la privatisation des services publics. »<sup>1</sup> Rien n'indique à la masse des salariés et des jeunes la différence entre la droite et la gauche ou les contours d'une alternative susceptible de mobiliser pour le changement. Weber ne propose aucun remède à cette situation. Rompre avec le système est la seule alternative possible, mais cela n'est pas dans les canons de la pensée des dirigeants socialistes. Quant au débat sur les alliances, il demeure ouvert au sein du PS. Certains demandent de se tourner vers le Modem - parti de droite, comme en témoignent certains de ses accords électoraux. Ce n'est pas, dans l'immédiat, la voie prônée ouvertement par Martine Aubry, qui vient d'adresser un courrier à toutes les

formations de gauche - mais pas au NPA<sup>2</sup> - dans le but de reconstituer un nouvel avatar d'Union de la gauche. A gauche, la question est posée: que peut-on faire ou non avec le PS? La direction du PCF tente régulièrement de convaincre qu'il faut rassembler la gauche sur un « programme réellement ancré à gauche ». Elle appelle souvent le NPA à la « responsabilité », lui qui se complairait dans une posture protestataire et minoritaire. En réponse à l'invitation de Martine Aubry, Marie-George Buffet cultive ainsi l'ambiguïté: « La question, c'est de rassembler le plus largement possible la gauche sur un projet audacieux au niveau des régions. » Elle propose d'élargir le Front de gauche, sans préciser à qui. Ces zigzags permanents génèrent des divisions internes, dont l'épisode des municipales partielles d'Aix-en-Provence en est la dernière illustration: au second tour, alors que la liste PCF-NPA-PG ne donnait, à juste titre, aucune consigne de vote, la fédération des Bouches-du-Rhône, contre l'avis de sa section, a appelé à voter pour la liste PS-Modem-Verts-Divers droite, comprenant d'anciens adjoints de la mairie UMP. Ce pseudo-réalisme a amené le PCF à gouverner à maintes reprises avec le PS, que ce soit au sommet de l'Etat ou dans les collectivités territoriales. Au lieu de tirer le PS vers la gauche, c'est le PCF qui s'est retrouvé dans la position d'avaloir des couleuvres. Pour conserver une chance de rebattre les cartes, il faut choisir l'indépendance, populariser un projet anticapitaliste et œuvrer ensemble au changement du rapport de forces. Dans la rue, dans les urnes, dans les institutions.

Frédéric Borras

1. Tribune libre publiée par Le Figaro du 16 juillet.  
2. En n'adressant pas son courrier au NPA, Martine Aubry souligne une réalité: il n'y a pas de dénominateur commun entre le programme du PS et celui du NPA.



Congrès de Reims, le 15 novembre 2008. Martine Aubry à la tribune. (JMB)

## « BAVURES » POLICIÈRES

SUITE DE LA PAGE 1

La police s'est vue accorder de plus en plus de pouvoir, au détriment de la justice. Même si nous n'avons pas d'illusion sur le fait que la justice soit une justice de classe, celle-ci doit tout de même respecter un certain nombre de procédures garantissant les droits des personnes.

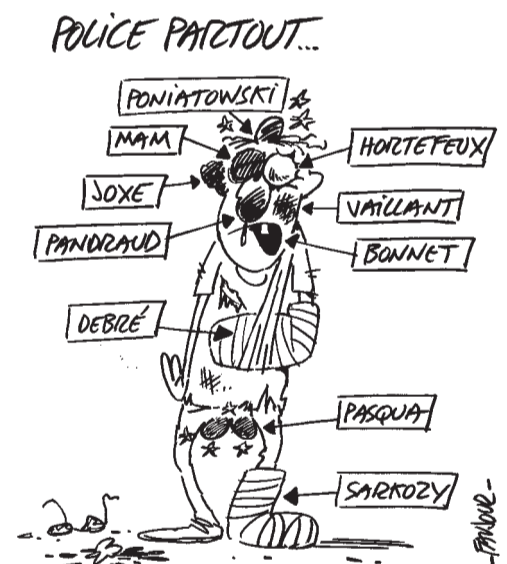
Les jeunes et les habitants des quartiers populaires sont les premiers à subir les agissements de la police. La mise en place des brigades anticriminalité (BAC) a permis à la police de multiplier les contrôles au faciès (le même jeune peut être contrôlé plusieurs fois dans la même journée), les fouilles au corps humiliantes, les arrestations musclées avec la technique de la clé d'étranglement (ce qui a coûté la vie à Hakim Ajimi, l'an dernier, à Grasse). Le NPA est d'ailleurs engagé dans la campagne « Police, personne ne bouge », afin de dénoncer ces agissements.

La pratique des humiliations (tutoiement systématique, fouilles au corps), qui touchait essentiellement les jeunes des quartiers populaires et/ou issus de l'immigration, s'est largement étendue à toutes les personnes arrêtées lors des manifestations et des initiatives militantes. La fouille au corps récente de plus de 70 agents d'EDF, arrêtés lors d'une initiative au siège patronal du gaz alors qu'ils étaient en grève reconductible, en est une illustration très parlante.

L'objectif de l'Etat est de faire peur à tous ceux et toutes celles qui résistent. La police est naturellement le bras armé de cette politique. Parallèlement aux politiques libérales qui engendrent chômage et précarité, il faut une police et une justice qui encadrent toute velléité de résistance et toute révolte. C'est le sens des lois répressives. Elles incluent par ailleurs un fichage massif de la population.

Jusqu'à présent, les quartiers populaires ont payé et payent encore le plus lourd tribut en termes de morts, de blessés et d'humiliations commis par la police mais, de plus en plus, les militants sont visés par ces agissements. En ce qui concerne la police, le NPA exige dans l'immédiat son désarmement (ce qui inclut le flash-ball et le Taser), ainsi que la suppression des BAC.

Anne Leclerc



### INTERDIRE LE FLASH-BALL

Les dramatiques événements de Montreuil (Seine-Saint-Denis) remettent le flash-ball sur la sellette. Mercredi 8 juillet, Joachim Gatti, réalisateur de 34 ans, a perdu un œil après qu'un policier a utilisé cette arme contre lui, alors qu'il manifestait pacifiquement contre l'expulsion des squatteurs d'une clinique désaffectée. Depuis mars, cinq personnes ont été blessées au visage par des tirs de ce « lanceur de balles de défense », selon les termes du fabricant, LBD.

Comme pour le Taser (pistolet électrique), la généralisation du flash-ball, en 2002, est l'œuvre de Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur. Comme pour le Taser, le flash-ball amplifie la violence policière. Son usage s'est tellement banalisé, les policiers respectent si peu les conditions d'utilisation (« visées au niveau du visage et de la tête proscrites »), que n'importe quel manifestant est désormais en danger.

La commission « Armes » d'Amnesty International et la Commission nationale de déontologie et de sécurité manifestent de grandes inquiétudes quant à la dangerosité de cette arme. Surtout qu'un nouveau type de flash-ball, le LBD 40, en expérimentation, capable d'atteindre « une cible » à 25-30 mètres (au lieu de 7), devrait s'ajouter à la panoplie des forces de répression. Le droit de manifester est en danger. Il faut mener campagne pour l'interdiction du flash-ball et du Taser, par les forces de police et de gendarmerie.

Michel Gautier

## et aussi

**ÉCHEC DE LA STRATÉGIE D'ALLIANCE PS-VERTS-MODEM À AIX-EN-PROVENCE.** Avec 187 voix d'avance, la candidate UMP Maryse Joissains a remporté l'élection municipale à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). Bien que le 2e tour ait mobilisé un peu plus d'électeurs que le premier (49% contre 44% de participation), la stratégie du PS de s'allier avec le Modem et Aix Ecologie n'a en aucun cas été un barrage contre la droite. Les habitants des quartiers populaires ne se sont d'ailleurs que très peu déplacés. La défaite était en germe dès le premier tour puisque la liste PS-Modem obtenait 34,08% des voix, et les Verts 11,31% des voix, alors que l'addition des listes PS-Verts et Modem recueillait près de 60% des suffrages au premier tour de l'élection de 2008. Malgré les menaces par les perdants d'un nouveau recours qui porterait cette fois sur le contrôle des procurations, on peut être sûr que les populations les plus touchées par la crise paieront encore la politique de droite de la mairie pendant de longs mois.

**NON AUX FRAIS D'INSCRIPTION ILLÉGAUX DANS LES UNIVERSITÉS.** Les appels incantatoires de Valérie Pécresse et du gouvernement contre les frais d'inscription illégaux exigés par 29 universités françaises, ne peuvent pas masquer leur responsabilité. Les politiques de pénurie budgétaire, la récente loi LRU donnant une autonomie financière aux établissements, poussent de plus en plus de facs à aller chercher des fonds dans les entreprises privées ou à taxer les étudiants eux-mêmes! La scolarité à l'université n'est pas gratuite, les étudiants paient près de 200 euros chaque année, mais certaines facs font payer systématiquement des frais supplémentaires à tous les étudiants. Ainsi, à Grenoble 2, des étudiants étrangers se sont vus réclamer 4 558,93 euros. Plusieurs universités ont été condamnées à rembourser ces frais, suite à des recours contentieux déposés par les syndicats étudiants. Les étudiants n'ont pas à payer le prix de la pénurie budgétaire orchestrée par les différents gouvernements.



## WKFPRESSE SOUS PRESSION

Le groupe de presse et d'édition Wolters Kluwer France (WKF), à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), a annoncé la suppression de 184 postes, sur un effectif global de 1 116 salariés. Prétextes invoqués : la révolution numérique, le maintien de la compétitivité et la crise économique.

**AVEC** un chiffre d'affaires de 3,69 milliards d'euros, 20% de bénéfices en 2008 et un salaire annuel de 5,5 millions d'euros pour la PDG, Nancy Mc Kinstry, le groupe hollandais Wolters Kluwer n'est pas vraiment une entreprise qui va mal. Pourtant, le groupe a annoncé la suppression de 184 emplois dans sa filiale française, WKF, afin de maintenir cette année, malgré la crise, des chiffres identiques à 2008. Par ailleurs, WKF a emprunté 445 millions d'euros à la maison mère, sur ordre de celle-ci, dans le seul but de verser, chaque année et pendant quinze ans, 30 millions d'euros d'intérêts aux actionnaires (ce qui n'empêche pas le groupe de bénéficier d'aides publiques et de cadeaux fiscaux).

Face à ces licenciements boursiers, une intersyndicale (CFDT, CFE - CGC, CFTC, CGT, CNT, FO, SNJ) se constitue et mobilise les salariés. Le 10 juin, plusieurs centaines d'entre eux envahissent le comité d'entreprise (CE) et interrompent une réunion extraordinaire de la direction. L'intersyndicale tente de bloquer le plan social et d'alarmer l'opinion publique sur la magouille que constitue l'emprunt de 445 millions d'euros. Dès le 22 juin, un système de grève tournante est mis en place, par service et par rédaction. Ainsi, les salariés se relayent pour bloquer la sortie des magazines les plus rentables, tout en évitant de trop grandes retenues sur salaires. Pendant ce temps, les non-grévistes tiennent une caisse de grève, permettant au mouvement de tenir bon. Le siège social de WKF devient le théâtre d'actions quotidiennes, visant à mobiliser les travailleurs et à populariser leur lutte auprès des salariés des entreprises environnantes : tintamarre, pique-nique géant, lettres types envoyées aux députés, collage d'affiches, concert d'un orchestre constitué de salariés de la boîte, etc.

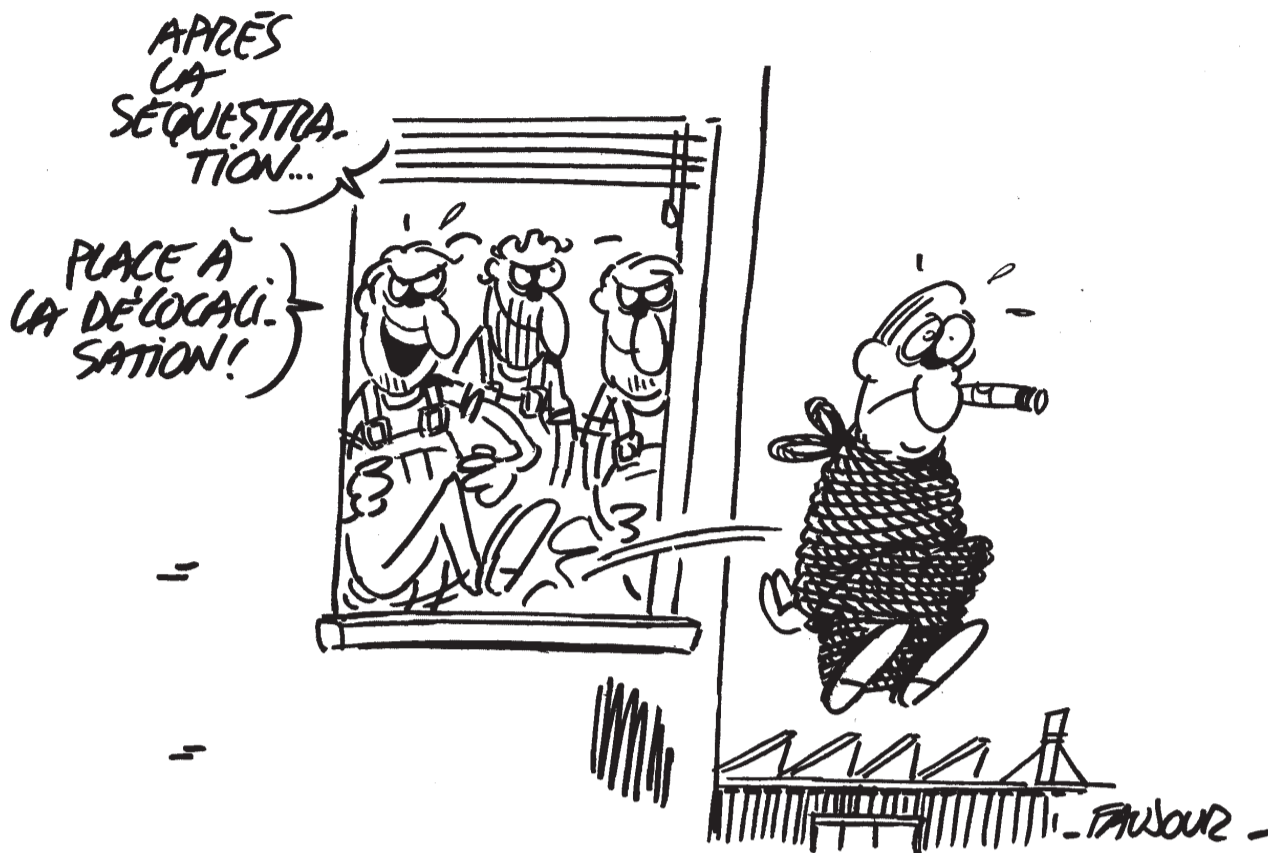
Malgré la forte mobilisation des salariés, la direction refuse de recevoir les représentants syndicaux, espérant que la lutte s'essouffle. Mais cela ne fait qu'augmenter l'exaspération des salariés. Dans cette entreprise peu habituée à la lutte sociale, où un patronat paternaliste s'appuyait jusqu'à présent sur la CFTC, ces dernières semaines ont profondément changé la situation et la conscience des travailleurs. Ils sont de plus en plus nombreux à comprendre que la victoire ne sera possible qu'en touchant le patron au portefeuille, en bloquant la production par la grève. Pendant l'été, l'intersyndicale appelle à suspendre le mouvement, pour le redémarrer de plus belle dès septembre, promettant des actions plus « méchantes ». Plus de détails sur le blog [wkdgraisse.wordpress.com](http://wkdgraisse.wordpress.com).

Correspondants



Les salariés de WKF ont tapissé les murs de l'entreprise d'affiches revendicatives. (REUTERS)

## LA LUTTE SE DURCIT CHEZ MOLEX



## MOLEX REPRENDRE L'OUTIL DE TRAVAIL

Les salariés de Molex, à Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne), protestent contre la fermeture du site et envisagent de le diriger eux-mêmes. Alexis Antoine, salarié du groupe, témoigne.

**Vous êtes en grève depuis le 6 juillet. Comment cela se passe-t-il ?**

Au début, nous étions un noyau de grévistes. Il a fallu expliquer à l'ensemble des travailleurs qu'on se battait pour maintenir l'emploi et, en cas d'échec, pour obtenir des garanties financières. Au fil des jours, les gens ont adhéré, comprenant qu'on avait affaire à des patrons voyous. Et, au dernier vote, la grève a été votée à 100%, à bulletin secret. Même nous, ça nous a étonnés.

**Est-ce que la victoire des salariés de la SBFM y a été pour quelque chose ?**

Oui. La SBFM, c'est le modèle en France, pour nous, de salariés d'entreprise qui ont lutté durement et n'ont rien lâché. Et ils ont bien fait, puisqu'ils sont revenus dans le groupe Renault. Ils ne sont pas les seuls (Sonas, Rencast). Il y a des exemples, en France, de luttes qui payent. A Molex, j'ai bon espoir que ça

aille loin et fort, même dans un contexte estival. La direction tente de nous diviser, c'est classique. Mais il y a maintenant un gros noyau de salariés qui ne rentre plus dans son jeu.

Le but de la grève, c'est d'arrêter les chaînes de PSA, notre client principal (80% de chiffre d'affaires). PSA doit se rendre compte que, sans ses sous-traitants, elle ne fabrique plus de voitures.

Aujourd'hui, on parle de voitures électriques. La connectique, c'est notre métier et, dans une voiture électrique, c'est primordial. Donc, pourquoi Molex ne pourrait pas réintégrer PSA ? Sans compter les 3 milliards d'euros que le gouvernement lui a donnés. Cet argent a servi à faire crever la sous-traitance et les salariés, pour financer des profits indécents. En mars, Molex a lâché 30% de dividendes supplémentaires à ses actionnaires, et on nous dit qu'on est en pleine crise économique, que le groupe va mal... Mais où on va ?

**Parmi vos revendications, il y a le maintien de l'outil de travail pour les salariés. Qu'est-ce que cela veut dire ?**

Il y a deux solutions : soit on trouve un repreneur et on repart dans un système plus ou moins vicieux, avec un directeur au cul ; soit l'outil de travail est repris par les salariés et l'on est décisionnaires à 100%. C'est pas gagné, mais ce serait une très bonne solution, pour qu'on décide de notre avenir et des profits que l'on pourrait faire. La boîte est rentable et elle peut vivre seule. La reprise des outils de production par les salariés, ce n'est pas utopique. Ça existe au Pays basque, en Argentine, et ailleurs dans le monde. Les salariés n'ont pas la même vision qu'un actionnaire. Ils sont attachés à leur outil de travail, sans chercher à s'en mettre plein les poches. A partir du moment où tu arrives à vivre décemment, le problème est réglé.

**Il n'y a pas deux capitalismes, comme dit Sarkozy ?**

Sarkozy peut dire tout ce qu'il veut, le capitalisme, c'est faire un maximum de profits dans un minimum de temps, point. On est en contact avec Freescale, qui vivent exactement la même chose que nous, et on essaye de faire des actions communes. Le 17 septembre, la confédération syndicale appelle à un rassemblement commun de toute la filière automobile, devant la Bourse de Paris. J'espère qu'il y aura toutes les forces politiques, pour montrer au gouvernement qu'il y en a marre de ces licenciements boursiers. Les actionnaires ne savent plus quoi faire de leur fric. Ils ne s'attendaient pas à une telle résistance, à Villemur-sur-Tarn mais, quand on touche à la vie des gens et qu'on va si loin dans l'ignominie...

Propos recueillis par Julien Terrié et Gilles Pagaille

Interview en vidéo sur [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## et aussi

**EXPLOSION MORTELLE CHEZ TOTAL.** Le 15 juillet, une explosion sur la plateforme pétrochimique Total à Carling (Moselle) a fait deux morts et 6 blessés. Ces dernières années, plusieurs incidents ont eu lieu : rejets de gaz et d'hydrocarbures, pollution des sols et problèmes sur la ligne du vapocraqueur 1, qui sert à produire de l'éthylène et du propylène. La restructuration engagée accroît la pression sur les salariés et relègue au second plan les besoins en formation et les exigences en termes d'entretien. En effet, l'externalisation de la maintenance dans le but de tirer les coûts vers le bas, augmente le risque d'accident. Une question s'impose : pourquoi le vapocraqueur 2, plus performant et plus sûr, a-t-il été démantelé et cela, malgré l'opposition syndicale ? Un grand service public de l'énergie (EDF, GDF, Total...) est seul à même de garantir les intérêts sociaux et écologiques des salariés et des populations. Le NPA souhaite affirmer sa solidarité avec les salariés et les familles des victimes. Comme lors de la catastrophe AZF-Total de Toulouse (Haute-Garonne), « nos vies valent plus que leurs profits » !

**FIN DE GRÈVE CHEZ NORTEL.** Les salariés de Nortel France, équipementier en télécommunications, ont voté, mardi 21 juillet, la fin d'une grève de quinze jours, à la suite d'un protocole d'accord leur assurant une indemnité de licenciement supralégale. Il s'agit d'une première victoire pour les salariés, des cadres non syndiqués, pour la plupart, qui n'avaient jusque-là jamais fait grève. Après l'entrée dans la bagarre des employés, la mobilisation du personnel a forcé l'ouverture de négociations, dès le 8 juillet. A Châteaufort (Yvelines), pour les 500 salariés (sur 680) qui doivent être licenciés, aucune prime n'était prévue avant la vente de la société. Ils exigeaient donc un Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) à la hauteur de ce qu'ils ont donné à Nortel pendant 15 à 25 ans, des compensations financières et des mesures de reclassement pour aider les familles. Leur colère est d'autant plus légitime que les cinq dirigeants se sont octroyé, à la mi-janvier, un bonus de 43 millions de dollars, alors que le groupe était sous administration judiciaire et que le paiement des salaires était remis en question chaque mois.



et aussi

**LUTTE DE CLASSE SUR LE BANC DES ACCUSÉS.** Des peines de trois à six mois de prison avec sursis ont été requises, vendredi 17 juillet, devant le tribunal correctionnel de Compiègne (Oise) contre sept ouvriers de Continental, dont le délégué CGT, Xavier Mathieu. Dans le cadre d'une lutte emblématique pour la sauvegarde de leur usine, on leur reproche d'avoir dégradé des bureaux de la sous-préfecture avec environ 200 collègues. Le jugement a été mis en délibéré au 1<sup>er</sup> septembre. Les prévenus étaient soutenus par plusieurs centaines de sympathisants sur la place voisine du château, où était organisé un barbecue géant. Olivier Besancenot et Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière) ont rejoint la fête, réclamant la relaxe des sept et jugant que, sur le banc des accusés, devraient se trouver des patrons voyous, comme ceux de Continental, et les politiques qui leur octroient des aides. Xavier Mathieu a de nouveau critiqué le silence de Bernard Thibault sur les Conti, soulignant qu'« il y a une entreprise en France dont les ouvriers sont très fiers du combat qu'ils ont mené sans lui. C'est Continental ». En attendant le jugement, les Conti continueront de soutenir les 37 licenciés de leur sous-traitant UTI Logistics, dont la direction refuse toujours de négocier un plan social.

**PREMIÈRE VICTOIRE POUR JLG.** Après plusieurs semaines de conflit, d'actions dures et décentralisées, d'occupation avec piquets de grève et, finalement, de « minage » de l'usine par des bouteilles de gaz, les 163 salariés de JLG, dans le Lot-et-Garonne, ont obtenu entre 25000 et 30000 euros de primes supralégales pour les 53 salariés licenciés. La lutte continue car, après ces licenciements, l'avenir même de l'entreprise JLG, qui fabrique et répare des chariots élévateurs, est remis en cause. Le comité NPA de Marmande Tonneins ainsi que des camarades du département ont participé activement au soutien de JLG, et ont pris contact avec des jeunes de l'entreprise. L'enjeu est à présent de sortir de l'isolement et de la division, boîte par boîte, pour préparer, à la rentrée, une véritable offensive globale contre les licenciements. Dans le Lot-et-Garonne, des milliers d'emplois ont été supprimés, en 2009, dans tous les secteurs d'activité.

SANS-PAPIERS

SUITE DE LA PAGE 1



Paris, vendredi 17 juillet. 400 personnes ont investi un local de 5000m<sup>2</sup> appartenant à la CPAM pour le transformer en « ministère de la Régularisation de tous les sans-papiers ». (CHARLIE)

Alors que l'entrée dans les lieux s'était déroulée sans incidents, un sans-papiers de la CSP 75 a été interpellé à la suite de sa dénonciation par un agent de sécurité et d'un piège crapuleux tendu par les forces de l'ordre. Libéré dimanche 19 juillet au soir, il sera jugé en septembre.

A l'intérieur, l'occupation s'est organisée immédiatement, et, après une première réunion des participants, ce nouveau lieu a été rebaptisé « ministère de la Régularisation de tous les sans-papiers ». C'est un pas en avant important, alors que plusieurs centaines de sans-papiers sont restées trois semaines sur le trottoir après leur expulsion inacceptable de la Bourse du travail, le 24 juin dernier, orchestrée par le service d'ordre de la CGT.

Cette nouvelle occupation doit permettre d'engager une dynamique unitaire autour de la revendication de régularisation de tous les sans-papiers, et ainsi de dépasser les oppositions apparues lors de l'occupation de la Bourse du travail, qui durait depuis le 2 mai 2008. Pour le NPA, il est essentiel de construire un rapport de forces massif face au gouvernement, qui ne cesse d'augmenter le nombre des expulsions. Cela passe par la construction d'un front unitaire rassemblant tous les collectifs de sans-papiers, les syndicats (dont la CGT, qui reste impliquée dans des mouvements de grève locaux), l'ensemble des associations et les partis politiques soutenant la régularisation de tous et toutes. Ce lieu doit permettre de fédérer tous ceux qui veulent résister à la politique raciste de chasse aux étrangers. Dès le samedi 18 juillet, alors que les militants du NPA avaient réussi à forcer le barrage de la police, Olivier Besancenot y a été chaleureusement accueilli par les sans-papiers, qui lui ont fait une haie d'honneur émouvante. Le lendemain, des sans-papiers des Hauts-de-Seine, syndiqués à la CGT, venaient s'informer dans le but de participer à la lutte. Lundi 20 juillet, s'est tenue une réunion unitaire, à laquelle ont participé Droits Devant!! et le Parti de gauche. Cet élargissement est indispensable pour surmonter les tendances à la fragmentation et à l'isolement de la lutte des sans-papiers.

Et maintenant? Tout est à construire et à imaginer pour transformer cet endroit en un véritable lieu de vie, de combat et d'élaboration politique, pour rendre visible la lutte exemplaire des travailleurs sans papiers et pour que chacun se (re)saisisse de la question de la régularisation globale. Mais, pour l'heure, rien n'est acquis et une évacuation par les forces de l'ordre peut survenir à tout instant. La CPAM a déjà entamé la procédure judiciaire pour expulser les occupants des locaux. Il est nécessaire de se mobiliser pour faire vivre ce lieu et pour le protéger en cas d'intervention de la police, surtout pendant cette période estivale, où il est souvent difficile de se rassembler.

Antoine Boulangé et Maël Goepfert



Billancourt, jeudi 16 juillet. Manifestation des salariés de New Fabris devant le siège social de Renault. (REUTERS/GONZALO FUENTES)

NEW FABRIS L'ÉTÉ DE TOUS LES DANGERS

Depuis début juillet, les 366 ouvriers de New Fabris, constructeur de pièces automobile pour Renault et PSA, menacent de faire sauter l'usine s'ils n'obtiennent pas une prime de licenciement de 30 000 euros chacun.

**L**es ouvriers de New Fabris ont accepté, au cours d'une assemblée générale, lundi 20 juillet, de retirer les bonbonnes de gaz, placées devant l'usine de Châtelleraudault (Vienne). C'était un préalable imposé par Christian Estrosi, le ministre de l'Industrie, qui refusait toute rencontre « sous la menace », de peur que d'autres salariés dans la même situation suivent cet exemple. Les New Fabris n'ont pourtant pas abandonné leurs revendications et le rendez-vous du mercredi 22 juillet avait pour seul objectif d'obtenir que le gouvernement fasse pression sur Renault et PSA, afin que chacun des deux donneurs d'ordre leur verse une prime de départ de 15 000 euros par personne. Le résultat de cette rencontre sera déter-

minant pour la suite des événements, et « si, à l'issue de la réunion au ministère, il n'y a rien de concret concernant les primes, une demi-heure après, les bouteilles seront sur les toits », déclarait le délégué CGT, Guy Eyermann. Depuis début juillet, l'incandescence de la lutte sociale, la révolte désespérée des 366 ouvriers de New Fabris font la une des médias et alimentent le feuilleton estival et dramatique de l'impasse économique dans laquelle les salariés sont précipités. Les rôles sont parfaitement distribués : ouvriers et personnels méprisés par l'actionnariat et le gouvernement, appareils de directions syndicales nationales semblant inaudibles, émotion et désespoir, nouvelle étape dans la radicalisation avec la menace maintenue de détruire l'usine au 31 juillet. Et après?

Il manque néanmoins deux acteurs principaux à ce feuilleton châtelleraudais : le débat politique et la solidarité pour la convergence des luttes. Pourquoi des cordons industriels de convergence, regroupant l'ensemble des constructeurs, sous-traitants et équipementiers automobiles, en lutte au niveau national, n'ont-ils pas déjà été organisés? Pourquoi le groupe Renault oppose-t-il une grossière fin de non-recevoir aux Fabris, n'accordant que 3 500 euros de prime par personne, mais propose en Bretagne de reprendre SBFM (fonderie du groupe Zen, comme Fabris d'ailleurs), sans perte d'emplois? La pauvreté du débat politique sur la compréhension de cette crise et l'absence de propositions concrètes sur le Châtelleraudais soulignent l'opportunisme inu-

tile des décideurs politiques de cette région. La réalité immédiate pour ces ouvriers et employés est le Pôle emploi - autre nom de la fourrière pour humains - et une période de chômage irrémédiable, longue, difficile, qui exigera des sacrifices douloureux. Châtelleraudault sait très bien que son bassin d'emploi est condamné. Dépasser les moments de mobilisations initiaux pour arriver à un projet durable demanderait un réel débat social, politique, démocratique, environnemental avec, bien sûr, la participation, la consultation et le respect des choix de la population. Un véritable projet ancré dans le concret, que la population pourrait construire et s'approprier.

Guy Besse

Sous prétexte de récession économique, les patrons font payer la réorganisation du secteur automobile aux travailleurs.

# L'accélération des res

# L'AUTOM

## L'industrie

automobile connaît aujourd'hui la crise la plus importante depuis plus de 60 ans. Sa profondeur tient au fait qu'elle cumule les effets de la crise économique avec ceux des crises écologique et énergétique, qu'elle est mondiale et que toutes les restructurations opérées depuis vingt ans en aggravent encore les conséquences pour les travailleurs. C'est pourquoi, il s'agit de «leur» crise, celle des patrons et du capitalisme. Comme par un effet de loupe, elle illustre les ravages d'une économie fondée sur le profit de quelques-uns. La crise actuelle vient de loin. Depuis le premier choc pétrolier de 1973, la réorganisation permanente de la production dans la branche est cause de restructurations, fermetures d'usines et suppressions d'emplois. Pourtant, la production mondiale d'automobiles a été multipliée par deux, passant de 33 millions de voitures en 1975 à 75 millions en 2007. Les usines et bureaux d'études des constructeurs, équipementiers et sous-traitants emploient plus de 8 millions de travailleurs. La recherche de la baisse des coûts de production – notamment de la part des salaires – est au cœur de ces réorganisations permanentes. Les restructurations vont s'amplifier. La faillite d'une entreprise comme General Motors témoigne de l'ampleur des chocs actuels et à venir. La construction de la riposte des travailleurs est donc à l'ordre du jour. Elle doit prendre la mesure de la crise, dans toutes ses dimensions.

### POURQUOI LEUR CRISE ÉCLATE AUJOURD'HUI

Dans la population, les salariés ont de moins en moins les moyens d'acheter des voitures neuves, en raison des politiques d'austérité entraînant partout des baisses de pouvoir d'achat. 80% des achats sont effectués à crédit, ce qui est quasiment le seul moyen d'acquiescer une voiture neuve. Les restrictions de crédits décidées par les banques ont brutalement fait chuter les ventes. Pour maintenir leurs profits, les constructeurs ont voulu compenser le nombre par le prix. Ils ont préféré produire les voitures les plus chères. Ainsi, l'usine Renault de Sandouville (Seine-Maritime) a été successivement affectée à la Vel Satis puis à la Laguna, modèles qui sont des échecs commerciaux énormes, pas par la faute des ouvriers auxquels on n'a jamais demandé leur avis, mais à cause du choix de dirigeants qui n'ont pas vu venir la crise. Les automobiles continuent d'être polluantes et dévoreuses d'essence et de gasoil. Les dégâts de la pollution sont de plus en plus reconnus. Le pétrole, déjà cher, va se raréfier. C'est bien l'importance de la voiture telle qu'on l'a connue depuis près d'un siècle qui est aujourd'hui remise en cause.

### DE SURCAPACITÉS EN RESTRUCTURATIONS

Pas assez d'acheteurs à un prix garantissant le profit escompté: de façon structurelle, l'industrie automobile est confrontée, depuis longtemps, à une crise de débouchés. En juin 2008, la crise du crédit et le baril de pétrole à plus de 100 dollars ont eu l'effet de deux bombes, précipitant la situation actuelle sans en être la cause fondamentale. Pour tous les constructeurs, il y a surcapacité de production: c'est un «classique» des crises capitalistes. Plus de la moitié des capacités de production de Renault en Europe ne sont pas utilisées: 54% au mois d'avril 2009 contre 46% à l'été 2008. On a connu des restructurations tout au long des vingt dernières années et, si on les laisse faire, cela risque de n'être que le hors-d'œuvre. Le patron de Fiat explique ainsi qu'une firme automobile ne pourra survivre qu'à la condition de produire plus de 5 millions de voitures par an... La crise actuelle précipite un mouvement engagé depuis longtemps: la mondialisation capitaliste de grands groupes automobiles. Les faillites de General Motors et de Chrysler donnent le signal de nouveaux rachats, aux Etats-Unis comme en Europe. On ne reviendra pas à la situation d'avant-crise, mais il n'est pas écrit d'avance qui en supportera les conséquences.

### MOINS D'EMPLOIS POUR PRODUIRE PLUS

Renault et PSA appartiennent au club des dix firmes automobiles les plus puissantes du monde. Même si leurs activités s'internationalisent de plus en plus, ces deux multinationales produisent chaque année près de 2 millions de voitures en France. Stabilité de la production et des ventes en France, mais effectifs salariés divisés par 2 pour Renault et par 1,5 pour PSA, en 25 ans. L'origine de cette baisse, c'est d'abord une organisation de la production où chaque travailleur doit produire davantage et où, collectivement, les salariés doivent coûter moins cher. Entre 1980 et 2005, la valeur ajoutée par travailleur a déjà été multipliée par quatre, passant de 18000 euros à 71000 euros par an. La part des salaires dans le chiffre d'affaires de la construction automobile en France est passée de 24%, en 1980, à 10%, en 2007. Alors que les directions de Renault et de PSA ne veulent toujours rien céder sur les salaires, une augmentation de 300 euros pour tous ne représenterait que 1% de leur chiffre d'affaires.

### SOUS-TRAITER LES TRAVAILLEURS POUR PAYER LES COÛTS D'ORDRE

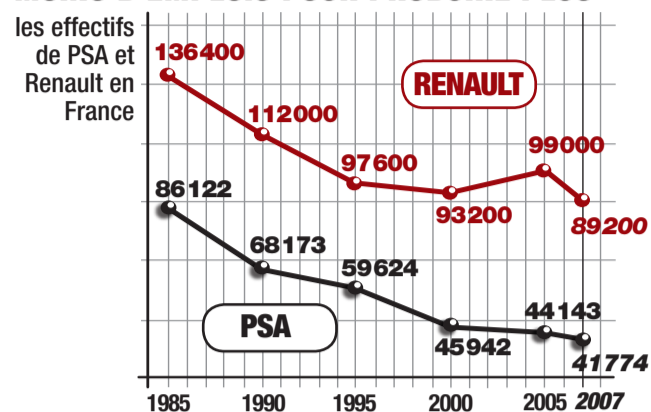
Un véritable «cristallin» de la production de la pièce de l'œuvre. Jusque dans les années 1980, Renault disposait de ses propres usines, fabrica-deries, fabrica-tions et les sièges et les sièges de la même chose. Depuis le début des années 2000, le sin de Montbéliard, qu'il y ait de Citroën, qu'il y ait de Michelin, qu'il y ait de pneus. Au lieu d'être des ateliers de la production, ils sont externalisés. La valeur d'une voiture n'est plus que le coût de l'achat des pièces et des services, dans les années 2000, la concentration de la production dans les usines de la production a permis de réduire les coûts de prise et les coûts de la branche et de réduire les coûts, où l'actuel sur des entités de plus en plus réduites, le développement de la filière automobile que Renault, les entreprises d'ordre qui ont été et elles doivent



Billancourt, le 16 juillet. Manifestation des salariés de New Fabris devant le siège social de Renault. (JMB)

# Restructurations dans MOBILE

## MOINS D'EMPLOIS POUR PRODUIRE PLUS



### S-TRAITANCE: FAIRE ER LES DONNEURS RDRE

Érifiable processus de «désintégration» de la production automobile est à l'œuvre. Jusque dans les années 1970, Renault disposait de ses propres usines, fabriquait ses machines-outils et ses sièges de ses voitures. C'était la même chose pour Peugeot, dans le bas-Montbéliard (Doubs). Sans parler de Citroën, qui a appartenu à la famille Michelin, champion de la production automobile. Aujourd'hui, des pans entiers de la production de voitures sont externalisés. Plus de la moitié de la valeur d'une voiture provient maintenant d'achats effectués auprès de fournisseurs et d'équipementiers. Jusque dans les années 1980, les plus fortes concentrations d'ouvriers se trouvaient dans les usines automobiles. Disperser la production en entités indépendantes a permis de casser les accords d'entreprise et les conventions collectives de branche et de créer des «centres de production» où l'actionnaire a un poids direct dans les entités de production de plus en plus réduites. Aujourd'hui, avec le développement de la sous-traitance, la production automobile représente bien plus de la moitié de la production de Renault, Peugeot et Citroën. Mais les entreprises restent les donneurs d'ordre qui continuent à commander, et les ouvriers doivent payer en priorité.

### SARKO OFFRE 10 MILLIARDS À PSA ET À RENAULT

Sarkozy a versé des milliards à l'industrie automobile. En février, le gouvernement a déboursé 6,5 milliards d'euros au titre de prêts aux constructeurs, 2 milliards d'euros pour les filiales crédit de Renault et PSA, 600 millions d'euros pour restructurer les équipementiers automobiles et encore 250 millions d'euros destinés aux projets verts. Au total, près de 10 milliards d'euros ont été octroyés par le gouvernement et Sarkozy aux patrons de l'industrie automobile française. Depuis que ces milliards ont été versés, pas une semaine ne s'est écoulée sans que ne soient annoncées des suppressions d'emplois ou des fermetures d'usines! Pour l'automobile, comme pour les banques, de l'argent public est versé au patronat sans contrôle ni contrepartie! En cinq ans, les bénéfices de Renault et de PSA ont dépassé 15 milliards d'euros. Quant aux dividendes, c'est-à-dire ce qui va directement dans les poches des actionnaires, ils ont atteint 5 milliards d'euros en cinq ans. Privatisation des profits et socialisation des pertes: lorsque tout va bien pour eux, les patrons pleumichent sur les impôts et les «charges» trop lourdes, mais ils sont bien contents de trouver l'assurance tous risques d'un gouvernement, lorsque leur situation se gâte.

### LA FLEXIBILITÉ AGGRAVE LA CRISE

Avec les «flux tendus», les pièces doivent circuler sans stock ni retard entre ateliers, usines et fournisseurs. En période de crise, c'est la catastrophe: la livraison «juste à temps» des usines d'assemblage aboutit à transférer les stocks chez les fournisseurs. Ainsi, chaque atelier subit en direct et sans délai les conséquences des méventes d'un modèle ou d'une pièce. Partout, les intérimaires, les prestataires et les plus petits des sous-traitants ont été les premiers éliminés. Au-delà de l'annualisation, apparaît, petit à petit, la pluri-annualisation du temps de travail: les directions des établissements imposent arbitrairement des congés qui ne sont pas encore acquis et ont même inventé le «capital temps négatif», par lequel certains salariés de Renault-Douai doivent jusqu'à 87 jours de travail à leur employeur. Chez Renault, la programmation de l'activité des usines se décidait au plan européen d'un mois sur l'autre. Avec la crise, les mêmes ordinateurs centraux crachent leurs prévisions de semaine en semaine. Les plans de charge de chaque unité dans toutes les usines européennes de Renault sont ainsi revus tous les sept jours. Si on les laisse faire, ils nous imposeront un monde dans lequel ils décideront tout de notre vie.

### UNE AUTRE SOCIÉTÉ EST POSSIBLE

Pas de sainte alliance avec le patronat pour défendre l'automobile. Ne soyons pas dupes: les propriétaires et les actionnaires veulent surtout que leurs firmes soient compétitives et rentables, c'est-à-dire leur rapportent des bénéfices. Ils ne sont pas «mariés» à la voiture, mais à leur argent. Les travailleurs possèdent, eux, leur capacité à travailler: c'est cela qu'ils ont à défendre! La voiture a passé son âge d'or, parce que le pétrole n'est pas illimité et que la pollution est de moins en moins supportable. Mais le savoir-faire des travailleurs et les outils de production encore existants peuvent et doivent être préservés. Imaginons un autre habitat, une autre organisation géographique des lieux de production. Pourquoi ne pourrait-on pas développer des moyens de transport qui permettraient de se déplacer sans pollution ni gaspillage d'énergie? La voiture privilégiant les déplacements individuels et le camion comme principal moyen de transport des marchandises doivent être remis en cause. Au moment où tant de services publics sont cassés, c'est une question de choix politiques. Oui, c'est une autre société qu'il convient de préparer, où ces choix pourraient être discutés et décidés entre tous, sans le tabou de la loi du profit et la domination du patronat. Et cela commence aujourd'hui par le «tous ensemble» de ceux et celles qui supportent cette crise, alors que seuls les capitalistes en sont responsables.

### C'EST TOUS ENSEMBLE QU'IL FAUT Y ALLER

Il ne se passe pas une semaine sans qu'une grève n'éclate dans une usine automobile. En raison même de l'organisation de la production, une grève chez un sous-traitant peut avoir des conséquences très rapides sur de nombreuses autres usines. Mais ces luttes sont trop souvent isolées. Alors que les attaques sont générales, le moment et la nécessité sont à la convergence des luttes. Depuis la manifestation nationale au dernier Mondial de l'Automobile, en octobre 2008, il ne s'est plus rien passé en termes d'initiatives nationales pour la filière. Au lieu d'aider les usines en grève, les directions syndicales semblent être aux abonnés absents. Cela ne peut plus durer; il faut aller vers le «tous ensemble» des travailleurs de l'automobile. C'est d'autant plus nécessaire que les usines aujourd'hui en lutte ne sont pas parmi les plus grandes de la branche. En ciblant les donneurs d'ordre que sont Renault et PSA, les travailleurs de New Fabris ouvrent une perspective qui aide au «tous ensemble», par-delà les situations propres à chaque entreprise. Bien sûr, ni la grève générale, ni le «tous ensemble» ne se décrètent, mais c'est bien cette perspective qui peut aider chaque lutte d'aujourd'hui.



## LES PROPOSITIONS DU NPA

### Des salaires corrects pour tous.

Nous exigeons 300 euros d'augmentation de salaire, aucun gel des augmentations générales et aucun salaire inférieur à 1 500 euros net.

**Interdire les licenciements!** C'est une demande d'autant plus «naturelle» dans l'automobile, que PSA et Renault viennent de recevoir des milliards d'euros de subventions publiques.

### Pas de chômage partiel.

Plutôt que de supporter les imprévus et l'arbitraire du chômage partiel, d'être baladés de journées de chômage technique en journées de congés obligatoires, exigeons la garantie du salaire à 100% avec maintien de tous les droits en termes de congés, quels que soient les aléas d'une conjoncture dont les travailleurs ne sont en rien responsables.

### Refuser les suppressions d'emplois «à la tête du client».

Il faut dénoncer toutes les pressions pour faire partir un à un, avec leur seule indemnité conventionnelle, ceux et celles que la direction, dans le secret de ses bureaux, estime en surnombre.

### Ouverture des livres de comptes et des plans d'entreprise.

Assez du secret bancaire et du secret des affaires opposés aux travailleurs, alors qu'ils n'existent pas entre repreneurs et concurrents complices.

### Mettre les entreprises qui ferment et délocalisent sous le contrôle des travailleurs.

Remontons aux donneurs d'ordre des petites entreprises qui ferment à cause des exigences des grands groupes. Ce sont les travailleurs qui savent le mieux comment fonctionnent une usine ou un bureau d'études, comment l'argent est gaspillé et comment s'enrichissent actionnaires et donneurs d'ordre.

### Continuer la lutte.

Pas une lutte ou une grève sans solidarité active. Pas touche aux droits des travailleurs dès la moindre provocation patronale ou policière. Multiplions des délégations massives de soutien interentreprises. Discutons partout de la préparation d'un «tous ensemble» dans toute l'automobile.



## HONDURAS ASPHYXIER LE PUTSCH

La révolte contre le putsch grandit, renforcée par une solidarité internationale des travailleurs et malgré le soutien de nombre de gouvernements à la junte.

**DÈS** le lendemain du putsch contre le président Zelaya, l'appel à un retour à la normale a été le leitmotiv: «Laissons la politique aux hommes politiques et que les enfants et les maîtres reviennent à l'école, les ouvriers à leurs usines...», comme la junte à la radio. Le Front national de résistance contre le putsch a entendu le message: 60000 enseignants sont en grève illimitée et nombre d'écoles fermées. Le Front, bien coordonné dans tout le pays, défie pacifiquement une intense militarisation, avec l'objectif de paralyser le pays par la grève générale et des barrages routiers. La route panaméricaine et les axes stratégiques conduisant à la capitale et aux zones économiques-clés – comme le port atlantique de Puerto Cortés – ont été assiégés par le mouvement populaire. Les blocages ont réuni enseignants, étudiants, militants sociaux et paysans, rejoints par toute une population non organisée, de plus en plus dense. Les rares contre-manifestations et les forces de répression ont dû se replier, face au nombre et à la détermination des manifestants. Des postes frontières au Nicaragua, au Guatemala et au Salvador ont été investis, en solidarité, par des milliers de travailleurs de ces pays. Aux Etats-Unis, les dockers du port de Boston ont refusé de décharger des fruits en provenance du Honduras et les dockers hollandais s'apprêtent à suivre. Le Front appelle à intensifier cette solidarité internationale. La lutte pour achever le putsch, par K.O. économique, a commencé.

La répression s'accroît: les arrestations se multiplient et deux militants du parti de gauche Unification démocratique (UD) ont été assassinés. La junte putschiste tente de déstabiliser les municipalités qui résistent aux côtés des populations. Elle mène une guerre psychologique dure pour éviter que le peuple ne descende dans la rue, relayée par les médias, la hiérarchie catholique et les pasteurs évangélistes. Une stratégie manifestement tenue en échec. Sous l'impulsion des Etats-Unis, la Communauté internationale, Union européenne comprise, privilégie des négociations avec la junte, l'installant de facto. Les gouvernements des pays adhérents à l'Alternative bolivarienne pour les Amériques appellent, au contraire, à des sanctions économiques concrètes et drastiques. Le Front dénonce le caractère dilatoire des pourparlers au Costa Rica, leur illégitimité et leur contenu. Le président Arias y prône un gouvernement d'union nationale mené par le président destitué, Manuel Zelaya, des élections anticipées, «une réconciliation nationale, avec amnistie pour tous», et l'enterrement de la Constituante. Une perspective admise par la délégation du gouvernement Zelaya, selon sa porte-parole, mais que la junte refuse. Zelaya est en route pour le Honduras pour installer un gouvernement alternatif et prendre la tête de la résistance. Il prétend qu'il reprendra la consultation populaire, s'il est rétabli. Toutefois, le Front le met en garde contre toute tentation de retour en arrière.

Ana Maria Duarte



Bulukumba, le 8 juillet. Dépouillement dans un bureau de vote. (REUTERS)

## ÉLECTIONS EN INDONÉSIE MILITAIRES ET LIBÉRALISME AU PROGRAMME

Dix ans après la fin de la dictature militaire, les élections du 8 juillet semblent avoir reconduit l'actuel président, selon des résultats provisoires. Mais les électeurs n'avaient le choix qu'entre trois duos de candidats, comprenant chacun un militaire à la retraite et partageant le même agenda néolibéral.

**B**ien que les résultats ne soient pas définitifs, le président actuel, Susilo Bambang Yudhoyono (SBY) est donné vainqueur, dès le premier tour, avec environ 60% des votes. Il devance son vice-président, Jusuf Kalla, et l'ancienne présidente – de 2001 à 2004 – Megawathi Sukarnoputri, fille du premier président après l'indépendance de l'Indonésie, Sukarno. Jusuf Kalla (chef du Golkar, le parti de Suharto durant la dictature), avait pour colistier Wiranto, ancien adjutant de Suharto et accusé de crime contre l'humanité, au Timor oriental. Prabowo Subianto, le colistier de Megawathi, chef du Parti démocratique indonésien de lutte (PDI-P), fut l'un des chefs du Kopassus, une unité militaire réputée pour ses atrocités durant la dictature. Il est accusé de la disparition de militants démocrates,

en mai 1998, et de violations des droits humains au Timor oriental et en Papouasie occidentale. Enfin, SBY est lui-même un général en retraite. Dirigeant du Parti démocrate, il conduisait, durant ces élections, une coalition de dix-huit partis, dont plusieurs partis islamiques. Par ailleurs, son colistier, Boediono, était précédemment le chef de la Banque centrale.

Bien que leurs campagnes respectives aient revêtu des accents différents, les trois candidats ont joué un rôle actif dans la mise en place des politiques néolibérales qui ont conduit à l'augmentation de la pauvreté, du chômage et des destructions environnementales. Jusuf Kalla a joué la carte nationaliste et protectionniste en promouvant le renforcement du capitalisme domestique et un affaiblissement de la domination des capitaux étrangers. Megawathi a utilisé une rhétorique popu-

liste, peu en accord avec la politique qu'elle menait lorsqu'elle était présidente. En revanche, SBY bénéficie d'une grande popularité, en partie grâce à la lutte contre la corruption. Des mesures économiques, telles que des aides directes en liquide et les soins gratuits aux familles les plus pauvres, ont contribué à asseoir sa notoriété.

Les règles électorales ne permettent pas aux partis de gauche, trop petits, de présenter une candidature. C'est pourquoi la plupart des organisations de gauche indonésiennes ont mené une campagne, pour le boycott militant des élections. Ce choix n'est pas partagé par une partie du *People's Democratic Party* (PRD), un parti de gauche qui a joué un rôle majeur dans la lutte contre Suharto, dans les années 1990. Le PRD a décidé de soutenir une candidature présidentielle contre SBY, argumentant

que c'était le meilleur moyen de promouvoir un programme antilibéral à grande échelle. A cette occasion, la principale dirigeante du PRD, Dita Sari, a lancé un nouveau groupe, les Courageux volontaires pour ressusciter l'autosuffisance (RBBM), afin de soutenir le tandem Kalla-Wiranto, censé, selon eux, avoir les positions les plus proches de la gauche indonésienne. Malheureusement, une telle tactique électorale risque de créer des illusions sur les candidats et d'affaiblir la gauche indonésienne. Ces choix politiques posent problème au sein du PRD. Une dissidence, trouvant ce discours opportuniste, a été exclue du parti. Elle a, depuis, formé le Comité politique pour les pauvres-PRD (KPRM-PRD), prenant une part active dans la campagne de boycott des élections.

Danielle Sabai

## et aussi



**CONGO-BRAZZAVILLE: RÉÉLECTION CONTESTÉE.** D'après la version officielle, le président Denis Sassou Nguesso a été réélu, le 12 juillet, avec 78,61% des voix et une participation de 66,42%. Un résultat nié par l'Observatoire congolais des Droits de l'Homme (OCDH). Le collectif «Elections Afrique» (dont fait partie le groupe de travail Afrique du NPA) dénonçait, dès le mois de mai, cette mascarade électorale. Le soutien indéfectible de la France aux dictateurs africains (Omar Bongo au Gabon, Idriss Déby au Tchad, Paul Biya au Cameroun, etc.) n'a pas changé avec Sarkozy. La France doit refuser cette complicité et clarifier son rôle en Afrique. Le NPA est du côté des peuples africains, qui ont droit aux élections libres et qui doivent profiter, les premiers, des ressources naturelles dont leur sous-sol regorge.

**CHASSE AUX IMMIGRÉS EN GRÈCE.** Dimanche 12 juillet, des centaines de policiers sont intervenus contre les réfugiés afghans du port de Patras, arrêtant 200 personnes et en envoyant 150 (dont de nombreux mineurs)

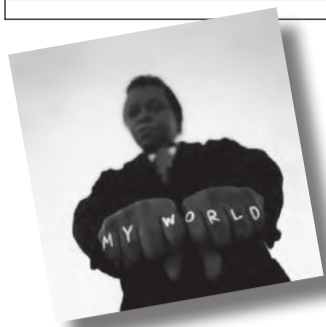
dans des camps de rétention. Puis des bulldozers ont rasé les campements de fortune. La droite confirme ainsi qu'elle applique désormais la ligne de l'extrême-droite. Depuis plusieurs semaines, les Afghans sont victimes d'une campagne locale raciste. Face à la violence étatique et fascisante, les protestations à gauche sont rares, mais nous saluons la position du réalisateur Angelopoulos, qui, aux côtés des militants antiracistes sur place, est solidaire des réfugiés, comme l'attestent ses derniers films.

**ASSASSINAT EN RUSSIE.** Après Anna Politkovskaïa et Stanislav Markelov, c'est aujourd'hui Natalia Estemirova, avocate et militante, qui a été enlevée puis abattue, en Tchétchénie. La responsabilité du président tchétchène, Ramzan Kadyrov, qui l'a qualifiée d'«ennemie personnelle», ne fait aucun doute. Avec des médias dominés par le pouvoir, la répression des grèves et des manifestations, Poutine et le président Medvedev font régner la peur. Les assassinats se multiplient et ceux qui osent dénoncer ce climat sont menacés et agressés (comme Carine Clément, correspondante à Moscou

de *Tout est à nous!* et de *l'Humanité*). A ce jour, aucun assassin n'a été condamné et les gouvernements occidentaux préfèrent voir Poutine en allié libéral, au lieu de protester. L'opinion doit se mobiliser pour faire cesser cette répression intolérable.

**MAURITANIE: FRAUDE ÉLECTORALE.** Le général Mohamed Ould Abdel Aziz, ex-putschiste, vient de remporter l'élection présidentielle, avec 52% des voix, alors que la population était favorable à son opposant, Messaoud Ould Boulkheir. Le comité Assez de coup d'Etat dénonce une fraude électorale (électeurs achetés, disparition de noms sur les listes électorales, bulletins déjà cochés, etc.). Les opposants qui ont découvert le centre de cette fraude ont appelé la police et interpellé la Commission électorale nationale, sans effets. Ces événements ont lieu alors qu'il n'y a quasiment pas d'observateurs internationaux. Les Mauritaniens, qui se sont mobilisés pour cette élection, ne se laisseront certainement pas voler leur souveraineté. Ils ont, plus que jamais, besoin de notre soutien.





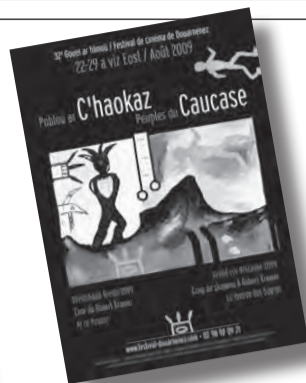
**MUSIQUES**  
**MY WORLD/Lee Fields/**  
 TRUTH & SOUL  
 Admettons-le, nous conservions un léger préjugé à l'égard de Lee Fields. En grande partie, à cause de ses contributions aux côtés de Martin Solveig, l'horripilant DJ pseudo-house et pro-UMP. Mais une rumeur flatteuse entourait le bonhomme, comme une ombre protectrice. Quelques 45 tours de pure funk, sortis dans les années 1970, avaient consolidé sa petite notoriété parmi les amoureux de la soul d'autrefois. Et, désormais cet album tombé du ciel. Si la musique connaissait le classicisme, *My world* en serait certainement un des exemples les plus probants. Rien de neuf, mais que du bon son avec des réminiscences à la Wilson Pickett et des envolées dignes de James Brown. Du velours sans grande prétention, mais qui ne déçoit jamais, à l'instar de Sharon Jones, conserve également rescapée du naufrage des années 1980. Encore une histoire de rédemption, je présume...  
**King Martov**



**MUSIQUES MODALES**  
**UNU DAOU TRI CHTAR !/Erik Marchand/INNACOR RECORDS**  
 Artiste aussi original que productif, Erik Marchand est probablement le plus grand chanteur contemporain en langue bretonne et l'instigateur de rencontres improbables, avec des chanteurs d'Albanie, de Sardaigne, de Galice, de Roumanie, des Balkans, du Mali, etc. L'album *Unu daou tri chtar !* – conjugaison de traditions balkaniques et bretonnes – fait dialoguer le chant breton, le taragot de Constantin Olan, le violon de Jacky Molard et l'accordéon de Viorel Tajkuna. A mille lieues de la soupe commerciale de la «world music», Erik Marchand construit des ponts solides entre les musiques modales, comme dans ces deux versions du *Jaurès* de Brel, en breton et en français, sous forme de complainte. Plus d'infos : [www.myspace.com/erikmarchand](http://www.myspace.com/erikmarchand)  
**Larrazan Nehasan**



**BD**  
**MON FRÈRE, LE FOU/Séra/**  
 FUTUROPOLIS/17 EUROS  
 Séra nous a habitués à de magnifiques albums sur le Cambodge, particulièrement sur la tragédie des Khmers rouges. Il change ici complètement d'univers, pour ce qui est d'abord un roman graphique maritime. La mer, celle de la Bretagne, est un acteur du récit à part entière, tourmenté, bouillonnant, comme les personnages et leurs états d'âme. Le fou, c'est celui qui vole dans les cieux, le fou de Bassan, auquel s'adresse Gaël. Il entretient avec son frère Joël une haine qui semble tenace, et qui désespère leur mère. Le récit est alors celui d'un apaisement, d'une réconciliation, autour de deux femmes. Sa valeur repose sur son ambiance, sur une atmosphère et des dessins splendides.  
**Sylvain Pattieu**



**FESTIVAL**  
**DOUARNENEZ/Festival de**  
**cinéma du 22 au 29 août**  
 Si quelqu'un doutait de l'intérêt de consacrer ce 32<sup>e</sup> festival aux peuples du Caucase, l'assassinat de la directrice du Mémorial Tchétchénie, Natalia Estemirova, qui était invitée, serait là pour le ramener à la raison. La Russie n'en finit pas de chercher à se débarrasser de la question nationale, mais aucun Etat ne peut l'escamoter. D'Arménie en Géorgie, d'Ingouchie en Azerbaïdjan, les bureaucrates et normalisateurs ne semblent pas avoir assimilé le mélange de langues et de cultures. En 70 films, cinq petits-déjeuners et autant de débats, le festival essaiera de progresser dans la compréhension de cette région du monde. D'autres thématiques seront abordées : la Bretagne, le monde des sourds, Robert Kramer et des films récents de la «grande tribu» des peuples antérieurement invités. Contact : 02 98 92 09 21 / [www.festival-douarnenez.com](http://www.festival-douarnenez.com)  
**Roger Devaneuse**



<http://wkfdegraisse.wordpress.com>  
 Dans le cadre de leur lutte contre les licenciements boursiers dont ils sont victimes, les salariés de Wolters Kluwer France tiennent un blog, *WKF dégraisse*, dans lequel ils dressent l'historique de leur lutte, ses causes et ses conséquences. Agrémenté de nombreuses caricatures et d'informations, ce blog est une véritable usine à idées pour toutes les entreprises en lutte.

<http://debrouille.ovh.org/index.php>  
 La Débrouille est une association spécialisée dans le recyclage des déchets. Fédérant des artistes du monde entier, souvent originaires des quartiers populaires, elle transforme les déchets en objets décoratifs, fonctionnels ou artistiques, et sensibilise les plus jeunes au cours d'ateliers créatifs.

<http://voila-le-travail.fr>  
 Présenté par la journaliste Elsa Fayner, *Et voilà le travail, Chroniques de l'humain en entreprise* est une mine d'informations sur le monde du travail et ses aliénations. Truffé de témoignages, d'articles de presse variés ou encore d'informations juridiques, ce site dresse un bilan aussi instructif qu'accablant sur cet univers impitoyable.

## MÉDIAS ET 14 JUILLET « CONCORDE NATIONALE »

Cette année encore, la « fête nationale » a donné lieu à une débauche d'émissions et de reportages en l'honneur du président de la République et de l'armée.

**L** En temps de crise, on perçoit la nécessité de célébrer le gouvernement et l'armée au service des multinationales françaises (Dassault, Lagardère, etc.), plutôt que la Révolution de 1789 et ce qu'elle représente : l'irruption des classes populaires sur la scène politique. L'imposture ira jusqu'à ces clips télévisés en l'honneur de l'armée, affirmant que « depuis toujours, la Défense est au service de la paix ». Les victimes des grandes boucheries qu'ont été les guerres mondiales et coloniales, apprécieront. Plus profondément, qu'en est-il du rôle des grands médias dans cette campagne de désinformation ? Ils ne se sont pas contentés de la relayer ; ils lui ont donné un retentissement sans pareil. Cela débute sur le « service public » (France 5), avec la diffusion, lundi 13 juillet, d'un documentaire effarant de complaisance sur le chef de l'Etat. Outre des questions inoffensives posées au président, les auteurs du documentaire s'extasiaient devant la « dimension internationale »

de Sarkozy et sollicitent des collaborateurs (Guaino, Guéant, Horte-feux) ou des politiciens amis (Blair, Merkel, El Assad), pour nous dire tout le bien qu'ils pensent de Sarkozy. Le 14 Juillet, c'est TF1 qui obtient, comme il se doit, ses entrées à l'Elysée pour proposer aux téléspectateurs une séance de tourisme (avec Claude Guéant, secrétaire de l'Elysée, pour guide) et un entretien avec la femme du souverain, Carla Bruni. On apprend ainsi que Sarkozy « est habité par une obsession, qui est de servir notre pays et d'aller au bout de ses promesses », et que « désormais, l'armée nous protège de la guerre ». Il est vrai que le propriétaire de la chaîne, Martin Bouygues, n'est rien moins que le « meilleur ami » du président, son témoin de mariage et le parrain de son dernier enfant. Enfin, France 2 enfonce le clou pendant la soirée, en proposant une émission consensuelle à l'extrême. Celle-ci vise à embellir l'image de l'armée, en invitant des stars (Darmon, Dombasle, Lizarazu, etc.) à en faire la promotion. L'émission s'achève sur une interview de

Sarkozy, servile jusqu'à la nausée, réalisée par Michel Drucker, qui nous informe de choses capitales : le président admire le cycliste Lance Armstrong et pratique lui-même le vélo, à ses heures perdues. Sur la crise, les emplois, les salaires ou le logement, on repassera. Le 14 Juillet, c'est l'heure de la « concorde nationale », et les grands médias sont là pour nous le rappeler. On ne peut que s'opposer à ce journalisme courtois, qui passe sous silence la crise et ses effets délétères sur la population, réduit l'information au simple discours que les puissants portent sur eux-mêmes et ramène la politique aux banalités émaillant le quotidien des politiciens professionnels. Plus que jamais, le droit d'informer et de s'informer – qui impose un véritable pluralisme et une réelle indépendance de la presse – est une Bastille à prendre.  
**Léo Carvalho**



Paris, le 14 juillet. (REUTERS)



**LA NATURE HUMAINE,  
UNE ILLUSION OCCIDENTALE**

**MARSHALL SAHLINS**  
EDITIONS DE L'ECLAT  
111 PAGES, 10 EUROS



**C**e court essai force à repenser notre conception de l'humanité et de la nature, et donc leur interaction, avec les outils de l'anthropologie (étude des civilisations). C'est toujours la question : l'Homme est-il un « être de nature » ou de « culture » ? Mais, cette fois, elle est envisagée à travers une lecture comparative des civilisations, et notamment un bilan extrêmement critique de la tradition occidentale, prétendument imprégnée de « culture », face à d'autres, plus « exotiques », qui vont parfois jusqu'à mettre les éléments, les plantes ou les animaux sur le même plan que les êtres humains.

A l'heure de la mondialisation d'une part (et de son brassage des peuples) et de la nécessité vitale de réfléchir à une nature qui, après avoir été piétinée et ravagée, soit autre chose qu'une nouvelle « toute puissance » détachée de la culture humaine, l'apport de l'anthropologie est fécond. Notre « marxisme » gagnerait à systématiser un peu cette approche (comme l'a montré, par exemple, M. Godelier à propos de raisonnements mécanistes sur les relations entre monde matériel et monde des idées, lire *Horizons, trajets marxistes en anthropologie*, Maspero, 1973).

La thèse ici pourfendue est celle d'une « tradition occidentale » qui « méprise le plus l'humanité », partant du très vieux postulat que « l'Homme est un loup pour l'homme » (bien plus vieux que le capitalisme, même si Hobbes l'a systématisé au XVII<sup>e</sup> siècle pour conclure à la nécessité d'un despote), et donc qu'il doit être « gouverné » contre sa nature égoïste, ou du postulat inverse (Rousseau) d'une bonté naturelle.

La thèse de M. Sahlins ne met pas non plus sur le même plan nature et culture, mais affirme que la « culture », c'est-à-dire la production de « sens », précède la nature chez l'homo sapiens (50 000 ans). Dans ce cadre, « nous sommes armés pour vivre des milliers de vie différentes », nous sommes « en devenir », plutôt que « déjà là ».

**Dominique Mezzi**

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)  
27 RUE TAINIE 75012 PARIS TEL. : 01 49 28 52 44 FAX : 01 49 28 52 43  
**www.la-breche.com**

**EXTRÊME DROITE  
MORCELÉE, MAIS DANGEREUSE**

Si les dernières élections confirment l'emprise de Marine Le Pen sur le Front national et l'influence de l'extrême droite, celle-ci reste éclatée.



Paris, le 1<sup>er</sup> Mai 2002. Manifestation contre l'extrême droite, entre les deux tours de la présidentielle. (JR)

**A**ux européennes, Marine Le Pen, dans sa circonscription, a réussi à « limiter la casse » et réalise le meilleur score du FN (10,18%). A Hénin-Beaumont, commune où se cumulent pauvreté, chômage, délitement industriel et social et corruption d'une partie de la municipalité PS, la benjamine Le Pen, appuyée par l'équipe de « l'enfant du pays », obtient 39,34% au premier tour des municipales partielles et améliore son score au second.

Tout porte à croire qu'elle succédera à son père au sommet de « l'entreprise familiale » FN et qu'elle sera la candidate du parti à la présidentielle de 2012. Mais, n'est-ce pas une victoire à la Pyrrhus ? En effet, le FN, passé de sept à trois élus au Parlement européen, connaît, depuis une décennie, une crise militante, une hémorragie régulière de ses cadres<sup>1</sup> et un endettement élevé<sup>2</sup>. La crise majeure, ouverte en 1998 par la scission des « mégretistes », ne semble toujours pas close. Fruit de divisions internes (divergences sur les rapports avec la droite de gouvernement, désaccords sur les contours et la définition de l'identité française, divergences sur l'évolution de la société française...), accentuées, dans les années 1990, par des mobilisations antifascistes massives, elle ne cesse de rebondir, contraignant la nouvelle génération de cadres frontistes à faire son « baptême du feu », dans le nouveau cycle historique ouvert par la chute du Mur de Berlin.

La nouvelle donne politique de ce cycle a amplifié les effets centrifuges de la scission de 1998 et mis fin au « compromis nationaliste » sur lequel le Front national avait construit son influence depuis les années

1970. Aujourd'hui, la « famille nationaliste » reste traversée par des clivages, anciens et nouveaux : l'identité, les questions internationales, les réponses (nationales-libérales ou nationales-sociales) à la mondialisation, à la crise financière et à l'offensive sarkozyste... Ces clivages débouchent sur des choix organisationnels différents selon les composantes.

**PANORAMA**

Certaines d'entre elles privilégient le combat électoral (leurs faibles scores marquent surtout leur capacité de nuisance face au FN). Fin 2007, d'anciens FN, pour beaucoup passés par le Mouvement national républicain (MNR), constituent la Nouvelle Droite populaire (NDP) sur une critique radicale du mondialisme et de l'islam. Début 2009, Carl Lang crée le Parti de la France (PDF), pour renouer avec les « fondamentaux » que les « marinistes » renieraient. Des groupes régionaux du FN éclatent (Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Centre, Basse et Haute-Normandie). La « vieille garde lepéniste » et la NDP se mettent alors au service de Carl Lang, sans nécessairement rejoindre le PDF. En février dernier, l'ex-stalinien Alain Soral claqué la porte du FN et rejoint Dieudonné sur sa liste « antisioniste ». L'association de Soral devrait se transformer en Parti de la réconciliation nationale, à la fin de l'année. D'autres composantes privilégient « l'enracinement » militant et l'activisme. Depuis l'été 2002<sup>3</sup>, les Identitaires, « régionalistes et européens », investissent le terrain. Leur activisme, souvent violent, se porte surtout contre les immigrés et les IVG. Comme en Italie, ils installent des « centres sociaux » (Lille, Nice,

Guerlesquin). Créé en 2005, le Renouveau français concurrence les Identitaires sur le terrain de l'activisme. Ce groupe « nationaliste, catholique et contre-révolutionnaire », dirigé par un ex-FN, organisait, cette année, la commémoration du 6 février 1934<sup>6</sup> devant l'Assemblée nationale. La mouvance d'« ultradroite » reste présente dans les stades, organise des concerts et joue les supplétifs dans les services d'ordre « unitaires ».

D'autres, enfin, veulent peser « à la droite de la droite » et rejoignent le Mouvement pour la France (Jacques et Marie-Claude Bompard, Gérard Freulet...) ou, *in fine*, l'UMP (Daniel Simonpieri, Guillaume Peltier...).

Le morcellement actuel de l'extrême droite française est, fort heureusement, un frein à son influence. Mais, il est nécessaire de resituer ce « contre-temps » dans un contexte continental, favorable à la progression des droites populistes et xénophobes.

**Gabriel Gérard**

1. Sur l'implantation de Steeve Briois (tête de liste) et de son équipe, il faut voir le documentaire d'Edouard Mills-Affif, « Au pays des gueules noires ».
2. De nouveaux départs du bureau politique étaient rendus publics au lendemain des européennes.
3. Le FN traîne 9 millions d'euros de dette. Pour l'essentiel, elle a été contractée auprès de l'imprimeur Fernand le Rachinel. Ce dernier a contribué à la présentation de la liste « antisioniste » de Dieudonné.
4. Bruno Mégret et ses partisans ont alors créé le Mouvement national républicain qui, aujourd'hui, compterait un millier d'adhérents.
5. Date de la dissolution d'Unité radicale.
6. Emeutes antiparlementaires à l'initiative des ligues d'extrême droite.

**boîte à lettres**

Pour nous écrire, pour prendre contact : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org) / NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

**FAIM DANS LE MONDE. G. P. (GIRONDE) :** C'est avec beaucoup d'attention que j'ai lu votre article sur la faim [« C'est possible, si... », TEAN n° 15 du 2 juillet 2009]. D'immenses zones désertiques existent sur la planète. Alors que les scientifiques prévoient la fonte des glaces et une montée des eaux sur le globe, il conviendrait de mettre en place des usines de désalinisation de l'eau de mer et d'irriguer ces zones désertiques, à seule fin de leur donner la capacité de satisfaire les besoins des populations et de faire en sorte que ces immenses étendues ne soient pas accaparées par les capitalistes. Mettre en place des cultures vivrières, reconstituer des zones importantes de forêts, en bref reconstituer le système qui nous vaut de vivre sainement. Le professeur Nozeran (faculté d'Orsay), sur la base de graines de pin trouvées dans le Sahara, avait reconstitué une pinède à Orsay.

**BILLIE HOLIDAY. G. G. (SARTHE) :** Je me permets de réagir au compte rendu signé King Martov du livre *Strange Fruit*, de David Margolick : « C'est sur cette presque méprise qui fonde si souvent la culture populaire, c'est-à-dire la rencontre inopportune entre un grand texte et une chanteuse légère mais talentueuse [...] ». La chanteuse en question se nommait Billie Holiday et, que je sache, elle n'avait rien de léger. On peut même dire que, de toutes les chanteuses de jazz, c'était sans doute la moins « légère » et la plus profondément humaine, tant elle avait la capacité de faire passer de douleur dans son chant sans jamais tomber dans le pathos. En ce sens, on peut dire que son art était réellement profond. La qualifier de chanteuse « légère », c'est la ravalier au rang de n'importe quel produit standardisé de l'actuelle scène R'nB. D'autre part, la rencontre n'a rien eu d'inopportune. Au contraire, cela a été un choix conscient et mûrement réfléchi de la part de la chanteuse d'inscrire cette chanson à son répertoire. Elle a même été obligée de batailler pour l'imposer contre l'avis de son entourage. En effet,

elle chantait plutôt des standards, mais le choix de cette chanson n'en est que plus symptomatique d'un geste que l'on pourrait qualifier de « politique » dans l'Amérique ségrégationniste de l'avant-Deuxième Guerre mondiale. Enfin, je conseille d'écouter plus attentivement la Billie des années 1930 : certes, son chant est moins touchant que celui des années 1940 et 1950, mais on décèle déjà une personnalité, de celle qui ne se laisse pas marcher sur les pieds.

**EMPLOI. P. P. (GERS) :** Fonctionnaire de La Poste, je suis complètement d'accord avec l'article de Christine Poupin [« Nos emplois, pas leurs profits », TEAN n° 16 du 9 juillet 2009]. Je rajouterais une revendication : des semaines de congés supplémentaires, qui permettraient aussi des embauches. Cinq semaines de congés sur une année, cela fait peu...



## AVIGNON A CONTRE-CULTURE

La commission « Culture » du NPA Vaucluse a organisé, mardi 14 juillet, un débat sur le thème « culture et engagement politique », au cœur du festival d'Avignon, vitrine de ce que le monde culturel peut produire aujourd'hui.

**L**Force est de constater qu'en comparaison de la foule qui se presse dans les rues pendant le festival d'Avignon, la proportion de ceux qui se sentent concernés par le sujet « Culture et engagement politique », thème de la réunion organisée par le NPA d'Avignon, mardi 14 juillet, est faible. Ce fut d'autant plus criant le lendemain, lorsque les camarades de SUD-Culture ont proposé, dans le même cadre, une rencontre avec des militants et des responsables syndicaux sur la question de la culture et de la précarité. Il n'y avait en effet pas plus d'une vingtaine de personnes présentes. Le bilan du débat organisé par le NPA pointe la situation des créa-

teurs, qui ne s'est pas améliorée, voire largement détériorée. Si la mobilisation est nettement à la baisse face aux attaques que subissent les acteurs de la culture, les structures culturelles et l'éducation artistique, on peut noter une vigilance idéologique dans ces mêmes milieux. Le système capitaliste place les acteurs culturels devant le problème de la marchandisation de la culture : « être ou ne pas être » dans le système ! Au-delà de la facilité de la formule, il y a des réalités qui transforment des artistes en valets et qui font taire des créateurs potentiels. Le problème des moyens ne doit pourtant pas cacher celui de la création et de sa valeur émancipatrice. Là aussi, il y a une lutte à mener ! Elle est moins visible,

plus longue que celles qui traversent les entreprises, mais il est nécessaire de trouver des moyens d'action, d'expression, de création, qui permettront de casser les murs derrière lesquels la culture marchandisée nous contient. L'un des témoignages a montré l'abîme qui existe entre le festival d'Avignon, emblème culturel, bien à l'abri dans ses remparts, et l'absence quasi totale de culture « hors les murs ». C'est là qu'il faut intervenir, hors les murs. Sortir des formes et des lieux culturels établis pour redonner vie à la création et la partager avec le plus grand nombre pourrait être la ligne de conduite du NPA. Ce débat, s'il devait rester en l'état, serait décevant. La commission l'a envisagé comme le fondement d'une réflexion, avec des acteurs

non institutionnels, afin de tracer les contours de la culture que le NPA souhaite. Une culture qui accepte, rassemble, libère les êtres humains et les idées, une culture émancipatrice ! La commission « Culture » du NPA-Vaucluse souhaite que d'autres commissions identiques voient le jour au sein du NPA, afin de mettre les idées et les moyens en commun. Elle prépare d'ores et déjà – comme elle l'avait fait lors du show médiatique de l'ex-ministre de la Culture, Christine Albanel, en octobre 2008 – un contre-forum de la culture, en novembre prochain, en Avignon, où tous les membres du NPA intéressés seront les bienvenus.

**La commission « Culture » du NPA-Avignon**



(Milo)

**«TOUT EST À NOUS!»... BIENTÔT EN VACANCES**

Vous avez entre les mains l'avant-dernier numéro de Tout est à nous ! précédant la trêve estivale. Le journal sortira le 30 juillet et sa publication reprendra le 3 septembre.



### INPRECOR EST PARU !

Vous trouverez une interview de Joe Higgins, député européen anticapitaliste d'Irlande, et le point sur la riposte sociale en France. Vous lirez l'appel du GRS pour construire un instrument politique aux Antilles. Plusieurs articles sont consacrés aux mobilisations populaires et à la répression en Iran, au Pérou et au Honduras. Pierre Rousset revient sur le déclin des Partis communistes en Inde. La crise du capitalisme est analysée sous l'angle de l'effondrement du secteur automobile aux États-Unis et de l'emploi jetable en Chine. Un dossier de Au Loong-yu dissèque les débats qui traversent la dissidence chinoise. Enfin, Jean-Michel Krivine rappelle la collaboration entre l'Allemagne nazie et l'URSS stalinienne. Et, bien sûr, les notes de lecture de Didier Epszajn vous aideront à choisir d'autres lectures. Un numéro qui occupera vos longues soirées de l'été ! Inprecor n° 551/552, 9 euros, en vente à la Librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12<sup>e</sup> (ouverte le lundi de 14h à 20h et du mardi au samedi de 12h à 20h).

## S'ABONNER

### Abonnements

#### par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

**HEBDOMADAIRE du NPA**  
(14 euros par trimestre)

**HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA**  
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires  
 **HEBDOMADAIRE du NPA**  
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires  
 **HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA**  
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CREANCIER:  
**NOUVELLE SOCIETE DE PRESSE, D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL**

NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:  
**554755**

#### Titulaire du compte

**NOM:** .....

**PRENOM:** .....

**ADRESSE:** .....

**CODE POSTAL:** .....

**VILLE:** .....

**MAIL:** .....

#### Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

**DATE:** .....

**SIGNATURE:** .....

#### Etablissement teneur du compte

**BANQUE:** .....

**ADRESSE:** .....

**CODE POSTAL:** .....

**VILLE:** .....

**Abonnements par chèque** à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil) ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE :

#### FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo 6 mois 1 an  
**28 euros 56 euros**

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an  
**50 euros 100 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo 6 mois 1 an  
**20 euros 40 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an  
**38 euros 76 euros**

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an  
**22 euros 44 euros**

#### ÉTRANGER

L'hebdo 6 mois 1 an  
**45 euros 90 euros**

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an  
**65 euros 130 euros**



## Goodyear-Amiens

### COMBAT POUR L'EMPLOI

Vendredi 17 juillet, alors que sept salariés de Continental passaient, eux aussi, devant la justice, les salariés de Goodyear-Amiens se sont rendus massivement au tribunal de Nanterre, pour tenter de faire annuler le plan de licenciements de 820 d'entre eux. Ils ont fait le déplacement en manifestant, bloquant, à l'aller et au retour, le péage de l'autoroute, le rendant ainsi gratuit aux usagers. Le jugement sera rendu le 28 août. Lors du meeting final qui s'est tenu devant le tribunal, après l'audience, le secrétaire de la section CGT a tenu à rappeler que les salariés de Goodyear

ne se battaient pas pour une prime qui entérine les licenciements, mais pour le maintien de l'emploi. Il a fait appel à la mobilisation de tous les salariés qui subissent, partout en France, la vague de licenciements. Les salariés de Goodyear participeront à la mobilisation de tous les secteurs automobiles, le 17 septembre, à Paris, place de la Bourse. Le secrétaire de la section CGT de Renault-Cléon, accompagné d'une délégation, a apporté son soutien à la lutte des Goodyear et à l'initiative de la rentrée. Olivier Besancenot est venu apporter le soutien du NPA.



Nanterre, vendredi 17 juillet (JMB)

### LE CHIFFRE

# 3,4 milliards

*C'est le bénéfice réalisé au deuxième trimestre par Goldman Sachs, l'une des plus grandes banques d'investissement américaines. Ces profits, elle les a faits grâce à la spéculation et elle compte récompenser ses traders par des bonus faramineux qui pourraient atteindre 20 milliards de dollars sur l'année. Fin 2008, Goldman Sachs avait perçu 10 milliards de dollars de la part du gouvernement américain, mais les dirigeants ont annoncé vouloir rembourser au plus vite ces fonds publics qui sont assortis de mesures de contrôle, notamment, une limitation des rémunérations des dirigeants.*

### LE 39 49 NE RÉPOND PLUS.

Les chômeurs ne peuvent plus joindre le Pôle emploi. Mais c'est toute la politique de l'emploi de Sarkozy qui ne fonctionne pas. Elle était formatée pour un chômage de 5% en 2012, alors qu'il dépassera officiellement les 10% en 2010. Le chômage réel frappe 5 millions de personnes. Les inscriptions au Pôle emploi prennent de plus en plus de retard – plus d'un mois dans certaines régions. Chaque conseiller ne devant pas suivre plus de 60 chômeurs, il en suit souvent 200. Avec la crise, le nombre d'offres d'emploi a chuté de plus de 30%. Les budgets de formation fondent, eux aussi, comme neige au soleil. Le suivi mensuel des chômeurs devient une machine à contrôler et à radier. On demande même aux agents de vérifier les documents d'identité des étrangers. Et comme le Pôle emploi est submergé, le suivi des chômeurs est sous-traité au secteur privé : 312 000 chômeurs seront ainsi suivis par des organismes privés.



# TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

**GO HOME!** La mort de dix-sept soldats britanniques, en Afghanistan, durant le seul le mois de juillet – dont huit en une seule journée – est venue rappeler brutalement la sale guerre meurtrière que mènent les grandes puissances occidentales occupant le pays. La droite anglaise a tenté d'exploiter l'émotion suscitée par le drame de ces jeunes soldats, pour exiger l'envoi de plus de matériel militaire, dénonçant la politique du gouvernement de Gordon Brown comme étant une « honte pour la nation ». Gordon Brown est accusé de mener une guerre « bon marché », jouant avec la vie des soldats, en particulier à cause du manque d'hélicoptères. L'armée en profite pour demander plus de matériel et de soldats, tandis que le Premier ministre britannique essaye de justifier l'engagement en Afghanistan.

Mais il ne vient à l'idée d'aucun de ces politiciens et généraux, motivés par leurs ambitions personnelles, que les soldats britanniques sont morts parce qu'ils étaient en Afghanistan, parce que les armées occupent le pays et imposent leur loi aux populations. Ces jeunes sont morts, comme les soldats américains, français et italiens qui ont connu le même sort, pour satisfaire les besoins des grandes puissances et des multinationales marchandes d'armes (EADS, Agusta Westland). Il ne leur vient pas à l'idée que ce qui est honteux, c'est que le gouvernement Brown consacre 2% du PIB à l'armée, et que c'est la population qui fait les frais de ces dépenses. Depuis la fin 2001, 184 militaires britanniques sont morts en Afghanistan. La seule façon de sauver les vies des jeunes soldats est le retrait des troupes. C'est aussi la seule façon de permettre aux peuples afghans de pouvoir prendre leur destin en main.

**GRIPPE A.** Une pandémie de grippe meurtrière est annoncée. Faute de rentabilité, les capacités de production d'un vaccin antigrippal sont dramatiquement sous-dimensionnées. Le Sud sera privé de vaccins. Gouvernement, grandes entreprises, mairies préparent leurs plans antigrippe et recherchent un moment politique d'unanimité nationale. Le mouvement ouvrier doit savoir les contester. Malgré le risque d'épidémie, la casse de l'hôpital continue. Contre la loi Bachelot, exigeons l'embauche de personnels, la réquisition des lits des cliniques privées, l'interdiction des dépassements d'honoraires et la gratuité des soins. Face à des entreprises tentées de privilégier leurs profits et leurs relations avec les grands comptes, syndicats et CHSCT doivent opposer la priorité absolue à la santé des personnels (masques, aérations, lavabos, etc.), la sécurité des installations et le service au plus grand nombre.

**HADOPI 2.** Les députés examinaient, cette semaine, le projet de loi Hadopi 2, relatif à la « protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur Internet ». L'examen des amendements aurait dû avoir lieu, ce mardi 21 juillet, dès 9 h 30... si seulement le rapporteur et la garde des Sceaux (indispensables à la commission des Affaires culturelles) avaient été présents à l'Assemblée. Un retard de plus qui confirme tout le sérieux de ces députés. Et, même si le Conseil constitutionnel a rappelé que le droit au procès équitable et la présomption d'innocence, principes fondamentaux, ne pouvaient être mis en cause, dans le but de faire respecter le droit d'auteur, ces remontrances n'ont pas été prises en compte. Si ce projet de loi était adopté, ce serait au mépris des libertés fondamentales et du Conseil constitutionnel... Le vote est reporté au 15 septembre, sur demande des groupes socialiste et communiste. Gardons l'œil ouvert.

**“ NO COMMENT ”**  
La politique, c'est un métier, une affaire de pros.  
JACK LANG

**TOUT est à nous !**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
**Rédaction:** 01 48 70 42 27  
**Diffusion:** 01 48 70 42 31  
**Administration:** 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil  
**Mail:** redaction@npa2009.org  
**Numéro ISSN:** 1969-8178  
**Commission paritaire:** 0414 P 11508  
**Tirage:** 9000 exemplaires

**Société éditrice:** Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
**Gérant et directeur de publication:** François Coustal  
**Impression:** Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél.: 01 48 70 42 22  
Fax: 01 48 59 23 28  
mail: rotoimp@wanadoo.fr